

Stratégie islamiste ou stratégie mondialiste ?

[Michel Lhomme](#)

le 09/01/2015

Au cœur de l'indignation et de l'émotion devant la tuerie de **Charlie Hebdo**, les Français oublient que François Hollande a fourni des armes aux terroristes en Syrie, que Nicolas Sarkozy a [abattu froidement le colonel Kadhafi](#) et qu'en Centrafrique par des décisions opérationnelles irrationnelles, elle laisse le champ libre aux extrémistes antichrétien du [Séléka](#).

La France a choisi aussi son camp en Ukraine et on aura noté au passage le silence des médias autour des réactions de la Fédération de Russie et de son Président Vladimir Poutine qui a pourtant exprimé ses vives condoléances au peuple français suite à l'attaque terroriste contre le journal satirique. Pas un mot alors que la Russie a toujours été présente, en particulier en Tchétchénie dans la lutte contre le terrorisme islamique. La République islamique d'Iran a elle-aussi condamné fermement l'attentat par la voix de son porte-parole du Ministère des Affaires étrangères, Marzie Afjam. Il a aussi décrit comme « inacceptable » toute forme d'abus de la liberté d'expression et dénoncé le radicalisme intellectuel d'où qu'il vienne puis l'Iran a ajouté qu'on peut parler dans la lutte contre le terrorisme des « double standards », de « double langage », de « deux poids deux mesures » de la politique américaine sans nommer directement son plus fidèle allié : la France.

Il y a quelques mois dans un entretien au journal français *Vingt Minutes*, François Hollande se vantait d'avoir livré une cargaison d'armes aux rebelles intégristes de Syrie qu'il considérait alors comme des combattants révolutionnaires. Or, par un tel soutien logistique, la France violait la Résolution 2170 du Conseil de Sécurité des Nations Unies sur la lutte contre le terrorisme. Tout le monde le sait maintenant : des groupes islamistes rivaux sont armés et généreusement financés par les États-Unis, la France et ses partisans contradictoires (Royaume-Uni, Arabie saoudite, Qatar, Turquie, Israël).

L'opération de **Charlie Hebdo** est une opération militaire de professionnels. Elle vise indéniablement à déstabiliser la France, maillon le plus faible du cadre européen actuel. La France réunit les conditions de la guerre civile par la désorganisation de ses services publics, en particulier sécuritaires, planifiée et orchestrée depuis des mois par une habile politique d'austérité et de réduction des effectifs engagée par Nicolas Sarkozy, par le clivage de sa vie politique, l'intolérance de ses débats intellectuels joint au dépassement des seuils démographiques tolérables dans la composition de ses quartiers. Cette opération commando vise donc clairement à encourager le début d'une telle guerre civile. Bernard-Henri Lévy a insisté hier : « *l'Union Nationale c'est le contraire de la France aux Français* ». Serait-ce donc cela ?

Il s'agit de toutes évidences de transposer un conflit international en interne et de creuser un fossé entre les musulmans français et les Français non-musulmans. Il nous faut dès lors considérer l'événement non comme une menace contre la liberté de la presse mais comme le premier épisode d'un processus en cours de création d'une situation de guerre civile et en ce sens comme Michel Onfray, on peut en effet parler au sens fort du terme d'un « onze septembre français », mais au sens bien sûr que la version officielle du 11 septembre 2011 est fausse et manipulée.

Il faut donc nous rappeler quelques stratégies actuelles ou passées comme :

- la stratégie du chaos et de la tension de l'opération otannienne [Gladio](#)
- la stratégie définie par les Frères Musulmans.
- la stratégie du « choc des civilisations ».

Nous ne reviendrons pas dans le détail sur les deux premières stratégies. Précisons seulement que pour les Frères Musulmans, il ne s'agit en aucune façon de prêcher ou de provoquer une guerre civile dans l'Occident, mais, au contraire, de déclencher une guerre civile en Orient.

Au contraire, pour Bernard Lewis, le penseur de la stratégie du « choc des civilisations », la fracture doit être portée à l'intérieur des frontières occidentales ou sur ces territoires limes. Cette stratégie a ensuite été vulgarisée par Samuel Huntington, en se présentant non pas comme une stratégie de conquête mais comme une politique de défense, de victimisation occidentale qui pourrait se produire pour consolider l'État d'exception. Le but est bien sûr de convaincre les populations des pays membres de l'OTAN qu'une confrontation civilisationnelle est inévitable pour asseoir définitivement le modèle libéral et le système anglo-saxon de la « paix démocratique ». Avant la grande confrontation, il importe de justifier par le chaos et la déstabilisation intérieure le caractère préventif de mesures d'exception liberticides et de gouvernance mondiale économique absolument nécessaires pour réaliser le pouvoir mondial comme les Patriot Act.

C'est la rhétorique de la « guerre juste » de la « guerre contre le terrorisme », la guerre contre le terrorisme n'étant en réalité qu'une guerre contre la Tradition qu'elle soit musulmane ou orthodoxe, la guerre contre les cultures enracinées. Il y a aujourd'hui une abondante littérature sur cette stratégie qui correspond en gros à la position des néo-conservateurs américains à Washington, des militants sionistes en Israël, des nouveaux faucons socialo-libéraux en Europe (Hollande, Sarkozy, Juppé).

Qu'est-ce donc que l'islamisme ou le terrorisme islamisme ?

C'est d'abord et avant tout une arme de guerre psychologique que l'hyper-empire américain utilise depuis le 11 septembre pour enclencher le plus souvent de nouveaux scénarios de conflit : soit l'invasion de pays, soit le renversement de gouvernements dans les pays arabo-musulmans (cas par exemple de la Libye et de la Syrie, de certains pays africains comme la Somalie ou le Nigéria). A ce propos, voir par exemple ce qui s'est passé [jeudi au Nigeria](#) avec Boko Haram . Soit aussi et ce peut être le cas pour notre pays pour établir en interne des mesures autoritaires et liberticides de contrôle de la population.

La synthèse de toutes ces stratégies constitue ce qu'on peut appeler d'un terme vague car trop général la « guerre antiterroriste » à l'échelle mondiale, la mondialisation de la guerre mais sa vraie dénomination sera plutôt : la guerre du mondialisme, la guerre de l'occidentisme. Elle a commencé en 1914, il y a cent ans et elle comporte trente-neuf marches ! Cette guerre souterraine mais idéologique alimente aussi largement l'économie mondiale par une industrie de l'armement multimilliardaire qui n'a jamais, ces temps-ci, été aussi florissante et dont on parle effectivement peu. C'est le fameux complexe militaro-industriel américain, le pilier central des opérations secrètes extérieures décidées en haut lieu. Mais dans ce marché militaire, la Russie comme la France tire aussi certaines ficelles lucratives.

Ce qui est certain, c'est que la « lutte antiterroriste » a pour les États-Unis, depuis Sarkozy un allié fidèle avançant même dans les instances internationales les propositions israéliennes. Cet allié, ce fantassin d'exception, c'est la France.

L'opération commando qui vient de frapper la France entre tout à fait dans la logique d'un tel cadre d'analyse. La France, par la dégradation de sa sécurité intérieure et ses échecs économiques se retrouve un peu aujourd'hui comme l'Italie des années 70, le pays européen le mieux préparé à développer une psychose intérieure qui permettra à sa classe politique de délibérer rapidement et de voter d'un côté la protection américaine absolue, de l'autre un traité transatlantique qui la liera à tout jamais à la finance internationale. Dans un tel contexte de chaos, même Marine le Pen pourrait en théorie gouverner mais il s'agit tout au contraire en ce moment de la destituer moralement. Marine le Pen malgré tous ses efforts n'est pas et ne sera jamais une Charlie.

On sait que la France dans la politique anti-russe imposée à l'Europe ces derniers mois en Ukraine a manifesté un zèle tout particulier contraire aux intérêts de ses entrepreneurs mais encore plus dans les négociations concernant l'avenir du nucléaire iranien, où la position française de Laurent Fabius s'est particulièrement faite remarquer par une intransigeance exceptionnelle, alors même que le groupe des négociateurs, parmi lesquels les États-Unis eux-mêmes visaient des positions plus conciliantes. La France était ici directement le porte-voix de Tel-Aviv souhaitant faire des Iraniens, des ennemis irréconciliables. Pour quelles raisons ?

Posons ici la question qui dérange : qui sauve sur les marchés depuis quelque mois la banqueroute de l'économie française ? Qui renfloue discrètement les caisses dans la salle des marchés souterraine de Bercy ? L'Arabie Saoudite et le Qatar, nouveaux alliés aussi de Jérusalem.

Il ne s'agit donc pas dans l'affaire Charlie Hebdo de se soulever pour une factice liberté de la presse, liberté d'une presse elle-même liberticide pour ce qui concerne Charlie Hebdo, Libération ou Le Monde mais de se soulever contre la nouvelle servitude française, l'esclavage réel auquel nous conduisent ses dirigeants, tout comme les Musulmans doivent se soulever politiquement contre les impies de La Mecque.

Les méfaits de l'islamisme radical sont en réalité utilisés pour jeter toujours plus les Européens dans les bras de l'axe occidentiste de Washington-Tel Aviv où les fous d'Allah ne sont que des alliés objectifs, des idiots utiles au sens où ils ont été instrumentalisés et même enrôlés comme mercenaires en Syrie et en Irak. Il nous faut donc garder la tête froide et ne pas se prêter au jeu, un jeu malsain et dès le départ truqué. En mettant en avant un argument d'une grande simplicité (la thèse houellebecquienne en somme), l'argument machiavélique et machiavélien qu'il n'y aurait d'autre choix qu'entre l'Islamisme et l'Occident, on met en avant la vraie terreur, la terreur occidentale elle-même qui affirmait avec Thatcher « there is no alternative » ou qui dans un raccourci gigantesque ose dire que refuser la terreur islamiste, c'est aussi refuser Poutine !